



## CHAPITRE 6

Loi modifiant la Loi des associations coopératives

[Sanctionnée le 17 mai 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 292,  
a. 84,  
remp.

**1.** L'article 84 de la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292) est remplacé par le suivant:

Taux des  
ristournes.

«**84.** Le taux des ristournes peut être différent selon la nature, la quantité, la qualité ou la valeur des marchandises, des produits ou des services qui ont fait l'objet des opérations.»

S.R.,  
c. 292,  
a. 101a,  
mod.

**2.** L'article 101a de ladite loi, édicté par l'article 27 du chapitre 58 des lois de 1970, est modifié par l'addition après le paragraphe a, du suivant:

«a-1) si l'assemblée d'organisation n'est pas tenue dans l'année qui suit la publication de l'avis prévu à l'article 8;».

S.R.,  
c. 292,  
a. 101b,  
mod.

**3.** L'article 101b de ladite loi, édicté par l'article 27 du chapitre 58 des lois de 1970, est modifié par l'insertion après le premier alinéa, du suivant:

Avis au  
secrétaire  
provisoire.

«Dans le cas prévu au paragraphe a-1 de l'article 101a, l'avis prévu à l'alinéa précédent est expédié à la dernière adresse du secrétaire provisoire qui est indiquée dans les dossiers du ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières.»

S.R.,  
c. 292,  
a. 106,  
mod.

**4.** L'article 106 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 75 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le retranchement du paragraphe e.

S.R.,  
c. 292,  
a. 106a, aj. **5.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 106, du suivant:

Formation  
du conseil  
d'adminis-  
tration. «**106 a.** Dans le cas d'une association coopérative visée dans l'article 106, le règlement peut, pour la formation du conseil d'administration:

a) décréter la division des membres en groupes, la division du territoire où l'association fait affaires en secteurs, ou les deux à la fois; et

b) attribuer à chaque groupe et, le cas échéant, à chaque secteur, un certain nombre d'administrateurs et déterminer comment chacun d'eux est proposé et élu.

Formation  
d'un  
groupe. Pour les fins du présent article, un groupe peut être formé d'une coopérative ou d'une fédération de coopératives constituée en vertu d'une loi du Québec.»

S.R.,  
c. 292,  
a. 123a, aj. **6.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 123, du suivant:

Conditions  
pour être  
régie par la  
présente  
loi. «**123 a.** Une société coopérative agricole, régie par la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124) qui établit, à la satisfaction du ministre, que la part des ventes faites dans la poursuite des objets mentionnés à l'article 2 de ladite loi représente moins du tiers de ses ventes totales, et qui poursuit des fins permises par l'article 3 de la présente loi, peut devenir une association régie par la présente loi.

Demande. Elle transmet à cette fin au ministre, en deux exemplaires, une demande conforme à la formule 5; le ministre reçoit, au soutien de cette demande, et conserve en dépôt toute déposition nécessaire, faite par écrit, sous serment ou affirmation solennelle.

Approba-  
tion du  
ministre. Si le ministre, après avoir pris l'avis du Conseil de la coopération, approuve cette demande, il en témoigne en apposant sa signature sur chaque exemplaire.

Avis. Avis que l'approbation a été accordée est publié dans la *Gazette officielle du Québec*, aux frais de la société coopérative agricole et, à compter de cette publication, celle-ci devient une association coopérative régie par la présente loi.

Dépôt  
d'une copie  
de la  
demande. Après la publication de cet avis, un des exemplaires de la demande est déposé dans les archives du ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières et l'autre est retourné à l'association.»

S.R.,  
c. 292,  
ann. I,  
mod. **7.** L'annexe I de ladite loi, modifiée par les articles 35 et 36 du chapitre 58 des lois de 1970, est de nouveau modifiée par l'insertion, à la fin, de la formule suivante:

## «Formule 5 (Article 123a)

*Demande d'une société coopérative agricole d'être régie  
par la Loi des associations coopératives*

La société coopérative agricole désignée sous le nom de .....

..... dont le siège social est situé à .....

....., demande à cesser d'être régie  
par la Loi des sociétés coopératives agricoles, et à devenir une  
association coopérative .....

(insérer ici, le cas échéant, les mots « de pêcheurs »,

« de consommation » ou « d'habitation »)

régie par la Loi des associations coopératives pour poursuivre  
les fins suivantes:

.....  
.....  
.....  
.....

sous le nom suivant: .....

(ce nom doit être conforme aux articles 13 et 106 de la Loi

des associations coopératives)

Daté à ....., ce ....., 19....

.....  
(nom de la société)

.....  
(président)

.....  
(secrétaire-trésorier)

N.B. Une copie certifiée de la résolution adoptée par le  
conseil d'administration de la société et ratifiée par l'assemblée  
générale de ses membres en vue d'autoriser la présente demande  
et sa signature par le président et le secrétaire doit être annexée  
à cette formule.»

Entrée en  
vigueur.

**8.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.